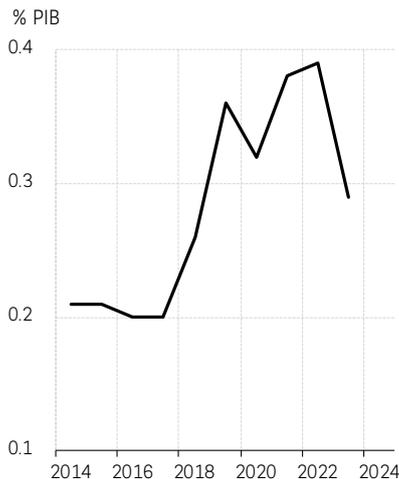


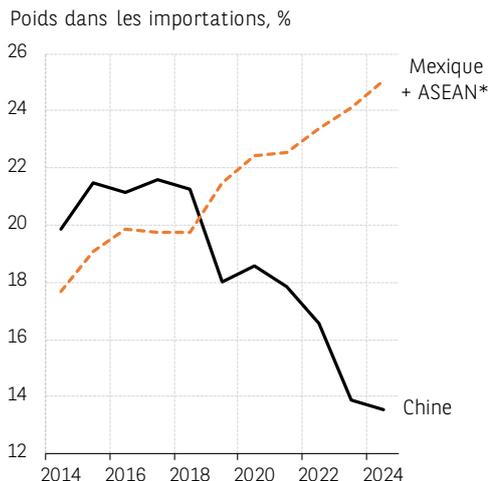
GUERRES TARIFAIRES : DES HISTOIRES QUI FINISSENT MAL, EN GÉNÉRAL

ÉTATS-UNIS : TARIFS ET DÉPENDANCES

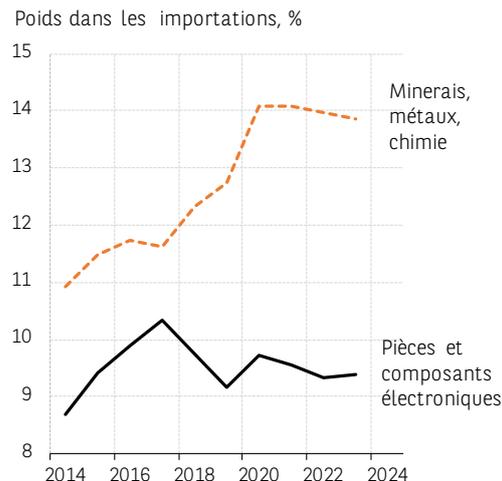
Droits de douane



Partenaires clés



Intrants clés



(*) VIETNAM, INDONÉSIE, MALAISIE, THAÏLANDE, PHILIPPINES, CAMBODGE
SOURCES : FMI, CNUCED, BNP PARIBAS

Dans un article de 1933 consacré à l'autosuffisance nationale¹, l'économiste britannique John Maynard Keynes recommandait à « ceux qui souhaitent dégager un pays de ses liens » de le faire « avec prudence et sans précipitation », utilisant pour appuyer ses propos l'image suivante : « Il ne s'agit pas d'arracher la plante avec ses racines, mais de l'habituer progressivement à pousser dans une direction différente ».

À près d'un siècle de distance, que valent les préceptes de l'auteur de la Théorie générale ? Dans l'Amérique de Donald Trump, où l'éviction des produits importés par des droits de douane prohibitifs est supposée servir la production nationale, c'est plutôt la technique de l'arrachage qui séduit. Quant aux résultats à en attendre, ils sont pour le moins discutables.

La première offensive tarifaire américaine (celle de 2018) avait surtout visé la Chine, dont les énormes excédents autant que la montée en gamme, en particulier dans le secteur des communications électroniques, inquiétaient Washington. Moyennant quoi le commerce américain s'est adapté, offrant, en apparence, moins de place à la Chine mais davantage à quelques pays « connecteurs » (Mexique, Vietnam...), où Pékin s'est redéployé. Au bout du compte, les États-Unis n'ont réduit ni leurs déficits commerciaux, ni même leur dépendance aux principaux intrants stratégiques (chimie, métallurgie, composants électroniques...), comme l'indiquent notre graphique ainsi qu'une étude récente du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales)².

La seconde offensive, qui bat actuellement son plein, n'aura pas de conséquences plus heureuses. Peu ouverte aux échanges (ceux de marchandises représentent à peine 10% du PIB), l'économie américaine n'en reste pas moins sensible à la taxation des importations, dès lors que leur degré de substituabilité est faible. D'après les estimations du FMI (Fonds monétaire international)³, un choc tarifaire déprimerait pratiquement autant les exportations que les importations, dans la mesure où les secondes sont indispensables aux premières et que les États-Unis subiraient des rétorsions ; le poste de demande intérieure le plus affecté ne serait pas la consommation privée, mais l'investissement des entreprises ; l'effet redistributif (entre secteurs ou États américains) serait négligeable, tandis que les pertes d'activité seraient, elles, permanentes.

Jean-Luc Proutat
jean-luc.proutat@bnpparibas.com

¹ Keynes J.M. (1933), "National Self-Sufficiency", The Yale Review, Vol. 22, no. 4, June.

² Wibaux, P. (2025) « Dépendances commerciales : si la Chine est en position dominante, l'Union européenne n'est pas dépourvue d'atouts », Lettre du Cepii n°425, Février.

³ Boer, L. & Rieth M. (2024) "The Macroeconomic Consequences of Import Tariffs and Trade Policy Uncertainty" IMF Working Paper n° 24/13, January.

ÉTUDES **E**CONOMIQUES



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOINSIGHT

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

ECOFFLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV

Quel est l'évènement du mois ?
La réponse dans vos quatre minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page **linkedin** des études économiques

OU TWITTER

voir la page **twitter** des études économiques



Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de déterminer une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>.

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2025). Tous droits réservés.

Pour vous abonner à nos publications :

ÉTUDES **ÉCONOMIQUES**



Bulletin publié par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemerle
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change